



Gouvernement du Québec
Régie du logement

ASSEMBLEE NATIONALE
REÇU

'96 AVR 15 11 59

A36L65
C33
1996/97
2
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1996-1997

**Demandes de renseignements de
l'opposition officielle**

Avril 1996



Gouvernement du Québec
Régie du logement

ÉTUDE DES CRÉDITS 1996-1997

**Demandes de renseignements de
l'opposition officielle**



Avril 1996

RÉGIE DU LOGEMENT

ÉTUDE DES CRÉDITS 1996-1997

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Numéros des
questions
posées :

1. Organigramme
2. Publications de la Régie
3. Voyages hors Québec
4. Dépenses en publicité
5. Sondages
6. Études commandées en 1995-1996
7. Contrats de moins de 25 000 \$
8. Contrats comportant un versement supplémentaire
9. Dépenses de photocopie, télécopie, téléphonie cellulaire, téléavertisseur, mobilier de bureau, fournitures de bureau, transport, hébergement et repas, participation à des congrès, colloques et sessions de type perfectionnement ou ressourcement
10. Véhicules fournis
11. Cotisations payées par l'employeur
12. Nombre et répartition de catégories de personnel
13. Congés de maladie, vacances et heures supplémentaires
14. Évolution des effectifs depuis 1993-1994
15. Baux pour les espaces loués par la S.I.Q.
16. Liste des firmes qui louent des espaces
17. Contrats attribués à des firmes de communication

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX(SUITE)

18. Liste des tarifs en vigueur
19. Personnel du cabinet du ministre
20. Personnel de la suite sous-ministérielle
21. Contrats donnés à même le budget discrétionnaire du ministre
22. Crédits périmés
23. Transferts du gouvernement fédéral
24. Bilan des mesures contenues dans le Plan stratégique du grand Montréal
25. Membres du personnel libéré ou embauché pour pour opération reliée aux activités référendaires ou préréférendaires
26. Personnel libéré pour les négociations dans la fonction publique
27. Personnel en disponibilité
28. Personnel rémunéré par la Régie et qui n'occupe aucun poste à la Régie
29. Personnel rémunéré par la Régie et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres
30. Personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux ou autres et affecté à la Régie
31. Cadres et hauts fonctionnaires qui ont démissionné, qui ont été réaffectés ou mis à pied
32. Personnel qui reçoit une double rémunération

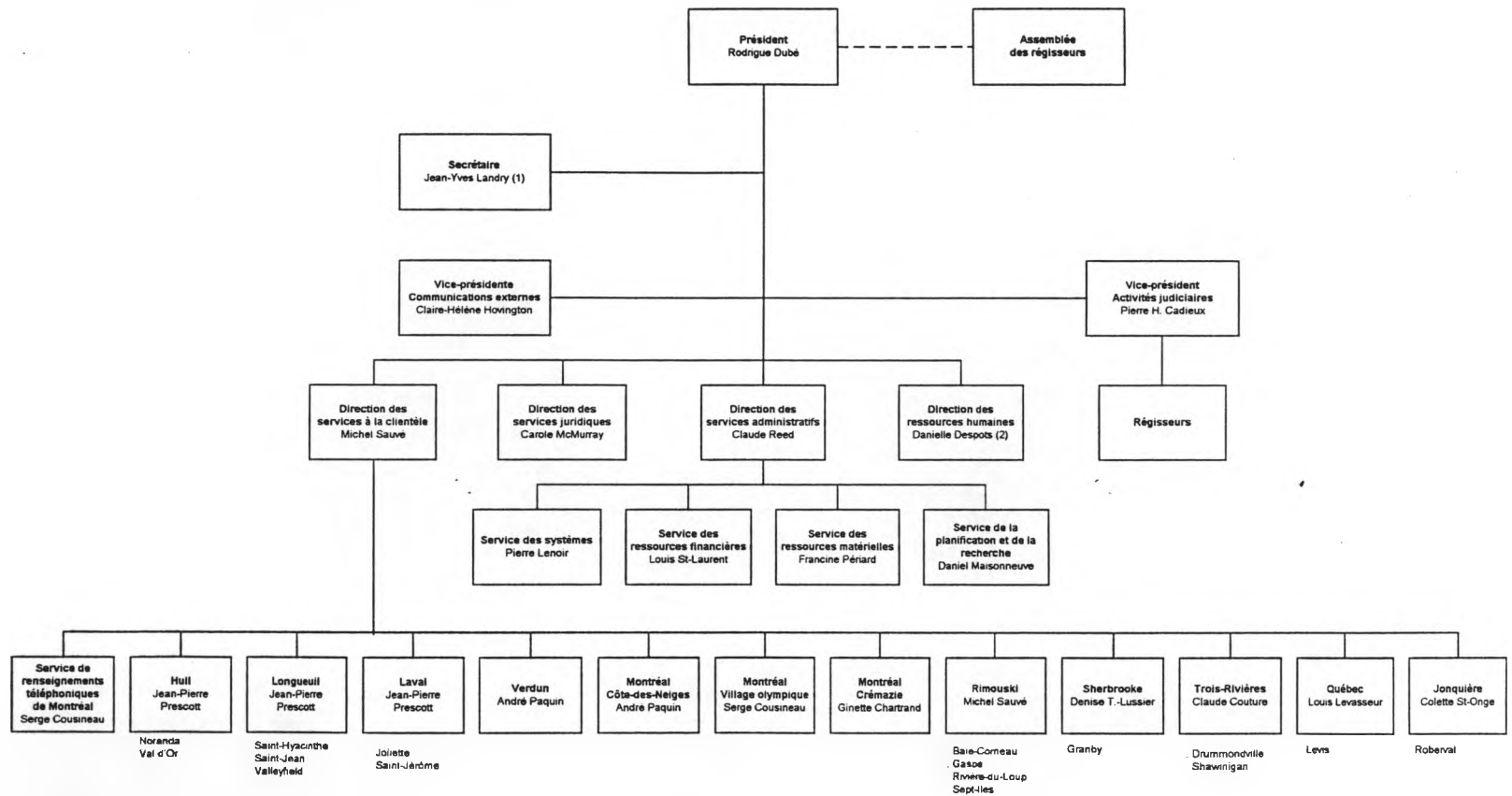
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Numéros des
questions
posées :

- 57. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 1995-1996
- 58. Ventilation, pour chacun des bureaux régionaux de la Régie du logement, au 31 mars 1996 :
 - a. du budget
 - b. du nombre d'employés occasionnels et permanents
 - c. du nombre de dossiers reçus et de dossiers traités
- 59. Nombre de bureaux régionaux relocalisés ou fermés
- 60. Plan stratégique 1996-1997, présenté au Conseil du trésor
- 61. Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 1996-1997
- 62. Ventilation détaillée du soutien financier apporté à la Régie du logement pour 1995-1996
- 63. Plaintes reçues depuis septembre 1994

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Régie du logement
Organigramme au 31 mars 1996



Bureau local

(1) Responsable du traitement des plaintes logées par les citoyens et de l'accès à l'information

(2) Responsable de l'application de la politique gouvernementale concernant l'amélioration de la qualité des services aux citoyens et des communications internes

2. - LISTE DES PUBLICATIONS DE LA RÉGIE DU LOGEMENT

- Notes :
- Les publications ci-dessous sont publiées en français et en anglais.
 - Lorsqu'il y a des tirages et des coûts indiqués c'est qu'il s'agit de publications ayant été l'objet d'édition, de réédition ou de réimpressions réalisés au cours de l'année financière.
 - Lorsqu'il n'y a pas de tirages ou de coûts indiqués c'est que les stocks courants de ces publications ont été suffisants en cours d'année financière pour ne pas exiger de réimpression.
 - Aucune nouvelle publication n'a été réalisée au cours de l'année.

- | | | |
|----|------------------|---|
| 1. | Titre français | Brochure : <i>Acquérir un immeuble à logements</i> |
| | Distribution : | Bureaux de la Régie et de Communication-Québec |
| 2. | Titre français : | Brochure : <i>Céder son bail ou sous-louer?</i> |
| | Tirages : | 37 000 |
| | Coûts : | 5 135 \$ |
| | Distribution : | Bureaux de la Régie et de Communication-Québec |
| | Imprimeur : | Keylitho Inc. |
| 3. | Titre français : | Brochure : <i>Comment se préparer à une audience</i> |
| | Tirages : | 80 000 |
| | Coûts : | 7 980 \$ |
| | Distribution : | Bureaux de la Régie et de Communication-Québec |
| | Imprimeur : | Impression Goliath |
| 4. | Titre français : | Brochure : <i>Exécuter ou contester une décision de la Régie du logement</i> |
| | Tirages : | 65 000 |
| | Coûts : | 8 255 \$ |
| | Distribution : | Bureaux de la Régie et de Communication-Québec |
| | Imprimeur : | Imprimerie Bilodeau Inc. |

- 5.. Titre français : **Brochure : *Les mentions du bail***
- Tirages : 20 000
- Coûts : 4 575 \$
- Distribution : Bureaux de la Régie et de Communication-Québec
- Imprimeurs: Keylitho Inc.
6. Titre français : **Formulaire : *Calcul 96 - Comment s'entendre sur une augmentation de loyer en 1996***
- Tirages : 52 000
- Coûts : 7 700 \$
- Distribution : Bureaux de la Régie et de Communication-Québec
- Imprimeur : Imprimerie Goliath Inc.
7. Titres
volets **Dépliants : lots de 22 fiches-conseil de 2 et 3**
- Tirage : 202 400 (tirages cumulatifs)
- Coûts : 15 296 \$
- Distribution : Bureaux de la Régie et de Communication-Québec
- Imprimeur : Keylitho Inc.
Bilodeau Inc.

3. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1ER AVRIL 1995

Voyage à Ottawa du 30 avril au 2 mai 1995.

Participation à la conférence annuelle du Conseil des tribunaux administratifs canadiens.

Participants : M. Rodrigue Dubé
Président (membre d'organisme)
Coût du voyage : 489,61 \$

M. Pierre H. Cadieux
Vice-président (membre d'organisme)
Coût du voyage : 477,60 \$

4. LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ

Aucune dépense n'a été effectuée en 1995-1996 et aucune n'est prévue en 1996-1997.

5. LISTE DES SONDAGES EFFECTUÉS EN 1995-1996

Aucun sondage n'a été effectué durant l'exercice financier 1995-1996.

6. ÉTUDES COMMANDÉES EN 1995-1996

La Régie a commandé une étude à Monsieur Francis Montreuil, professeur au Département des sciences comptables de l'UQAM. Cette étude commandée au coût de 2 000,00 \$ portait sur l'évolution du régime fiscal des revenus de location.

**7. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS
PAR LA RÉGIE DU LOGEMENT DU 1^{ER} AVRIL 1995
AU 31 MARS 1996**

Monsieur Francis Montreuil

- Contrat attribué pour une étude sur l'évolution du régime fiscal des revenus de location.
- Ce contrat a été exécuté au coût de 2 000 \$.
- Il s'agit d'un contrat négocié.

Madame Carmen Ouimet

- Contrat attribué pour la production du rapport annuel 1994-1995.
- Ce contrat a été exécuté pour 8 160,00 \$.
- Il s'agit d'un contrat négocié.

**8. LISTE DÉTAILLÉE DES CONTRATS QUI ONT FAIT L'OBJET
D'UN VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE DEPUIS
LE 1^{ER} AVRIL 1995**

Aucun.

**9. LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 1995-1996, DE LA PHOTOCOPIE,
DE LA TÉLÉCOPIE (FAX), DU REMBOURSEMENT DU TRANSPORT, DE
L'HÉBERGEMENT ET DES REPAS ET DES DÉPENSES APPLICABLES
À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET DES
SESSIONS DE RESSOURCEMENT**

<u>Catégorie</u>	<u>Coût 1995-1996</u>
Photocopie	37 667,00\$
Télécopie	13 350,00 \$
Téléphonie cellulaire	2 065,00\$
Téléavertisseurs	0,00\$
Mobilier de bureau	22 887,00\$
Fournitures	
-Agendas	0,00\$
-Valises	0,00\$
-Dictionnaires	91,90\$
-Calculatrices	150,74\$
-Stylos ou crayons	607,51\$
-Boîtes de carton	810,00\$
Distributeurs d'eau de source	0,00\$
Remboursement des frais de transport	135 590,34 \$
Remboursement des frais de repas et d'hébergement	103 862,67 \$
Dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et des sessions de type perfectionnement et ressourcement :	
a) au Québec	44 587,00 \$
b) à l'extérieur du Québec	2 137,00 \$

10. LISTE DES VÉHICULES FOURNIS

Aucun.

11. COTISATIONS PAYÉES PAR L'EMPLOYEUR

BARREAU DU QUÉBEC

<u>NOM</u>	<u>FONCTION</u>	<u>COÛT</u>
Me Carole McMurray	Directrice des services juridiques	698.00
Me Louis Levasseur	Directeur du bureau de Québec	698.00
Me Denise Trudel-Lussier	Directrice du bureau de Sherbrooke	698.00
Me Ginette Chatrand-Lemire	Directrice du bureau de Mtl-Crémazie	698.00
Me André P. Bourdon	Conseiller juridique	698.00
Me Pierre Brassard	Conseiller juridique	718.00
Me Anne Morin	Conseillère juridique	698.00
Me Marie Poitras	Conseillère juridique	698.00

COTISATIONS À LA CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC

<u>NOM</u>	<u>FONCTION</u>	<u>COÛT</u>
Me Jean-Yves Landry	Secrétaire de la Régie	910.00
Me Claude Couture	Directeur du bureau de Trois-Rivières	910.00

12. NOMBRE ET RÉPARTITION DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES JEUNES DE MOINS DE 30 ANS, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI POUR L'ANNÉE 1995-1996

Catégorie d'emploi	Sexe		Total et % de l'effectif	Moins de 30 ans	Personnes handicapées	Anglo- phones	Autoch- tones	Communautés culturelles
	Hommes	Femmes						
Cadres supérieurs	4 (66,7%) ³	2 (33,3%) ³	6 (2,8%) ⁴					
Cadres intermédiaires	0 (0,0%) ³	1 (100%) ³	1 (0,5%) ⁴					
Professionnels	15 (62,5%) ³	9 (37,5%) ³	24 (11,1%) ⁴					
Techniciens	5 (31,2%) ³	11 (68,8%) ³	16 (7,4%) ⁴					
Personnel de bureau	30 (17,8%) ³	139 (82,2%) ³	169 (78,2%) ⁴	3	7	1	1	3
Total de l'effectif régulier¹	54 (25,0%)³	162 (75,0%)³	216	3 (1,4%)⁴	7 (3,2%)⁴	1 (0,5%)⁴	1 (0,5%)⁴	3 (1,4%)⁴
Hors cadres ²	21 (56,8%) ³	15 (43,2%) ³	36 (13,2%) ⁵			1 (2,8%) ³		2 (5,6%) ³
Occasionnels	6 (30,0%) ³	14 (70,0%) ³	20 (7,4%) ⁵	2 (10,0%) ³	1 (5,0%) ³			4 (20,0%) ³
Total de l'effectif global	81 (29,8%)³	191 (70,2%)³	272	5 (1,8%)⁵	8 (2,9%)⁵	2 (0,7%)⁵	1 (0,4%)⁵	9 (3,3%)⁵

¹ Nommé et rémunéré selon la Loi sur la fonction publique

² Personnel de la haute direction et régisseurs

³ Pourcentage par catégorie d'emploi

⁴ Pourcentage de l'effectif régulier

⁵ Pourcentage de l'effectif global

**13. NOMBRE DE JOURS DE CONGÉ DE MALADIE ET DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL
ET LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES POUR 1995-1996**

1995-1996	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars (2)
Nbre de jours de congé de maladie (1)	296,0	358,0	271,5	148,5	275,5	264,5	278,0	270,0	198,5	266,0	155,5	86,0
Nbre de jours de vacances	147,0	190,5	434,0	1408,0	1174,0	251,0	181,5	130,0	125,0	336,0	100,0	15,0
Nbre d'heures supplémentaires > effectuées	116,72	196,45	237,61	170,31	80,66	116,47	177,15	155,04	125,03	151,10	68,57	N/D
> remboursées	25,98	26,91	57,77	56,15	10,5	51,5	79,75	15,5	32,0	81,57	53,25	N/D
> compensées	90,74	169,54	179,84	114,16	70,16	64,97	97,4	139,54	93,03	69,53	15,32	N/D

(1) Période en assurance-salaire incluse

(2) Données incomplètes ou non-disponibles

Direction des ressources humaines

C:\WP51\BUDGET\QUES-13.96 / 29mars 1996

14 . ÉVOLUTION DES EFFECTIFS POUR CHACUN DES EXERCICES BUDGÉTAIRES DEPUIS 1993-1994

	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97
A) CATÉGORIE D'EMPLOI				
[Effectifs autorisés - ETC]				
Hors cadres	42	42	39	36
Cadres supérieurs et intermédiaires	10	9	9	7
Professionnels	34,5	23	23	24
Techniciens	21,2	16,2	15,8	16,8
Personnel de bureau	176,3	171,8	174,2	172.2
Ouvriers	1	1	1	1
F) E.T.C. OCCASIONNELS				
	1	1	1	1
NOMBRE D'EMPLOYÉS TEMPORAIRES	27	16	3	0
B) COMPLEXITÉ SUPÉRIEURE Nombre d'employés	2	2	4	2
C) TRAITEMENT SUPÉRIEUR À LA TÂCHE ACCOMPLIE Nombre d'employés	5	5	5	9

Note: Au 1^{er} avril de chaque exercice financier

C:\WP51\BUDGET\QUEST14.96 / 11 avril 1996

14 D) NOMBRE DE POSTES RÉGULIERS OCCUPÉS AU SIÈGE SOCIAL ET DANS CHACUNE DES RÉGIONS (AU 1^{ER} AVRIL)

	1993-94 Nombre de postes réguliers	1994-95 Nombre de postes réguliers	1995-96 Nombre de postes réguliers	1996-97 Nombre de postes réguliers
DIRECTIONS DU SIÈGE SOCIAL	63	54	55	56
DIRECTION DES SERVICES À LA CLIENTÈLE				
Service de renseignements téléphoniques de Montréal	29	26	25	27
Localisation des bureaux régionaux				
Hull	10	10	11	9
Jonquière	8	8	7	7
Laval	16	15	14	14
Longueuil	25	26	26	25
Montréal	87	74	69	58
Québec	28	27	27	25
Rimouski	10	10	9	9
Sherbrooke	9	9	9	9
Trois-Rivières	13	12	13	13
TOTAL	298	271	265	252

N.B. Inclus les dirigeants et les membres d'organismes

15. LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA S.I.Q.

Le Président du Conseil du Trésor répondra à cette question .

**16. À L'EXCLUSION DE LA S.I.Q., LISTE DES FIRMES EN 1995-1996
QUI LOUENT DES ESPACES**

La Régie du logement a négocié des ententes d'occupation avec la S.I.Q. pour tous ses locaux.

**17. CONTRATS ATTRIBUÉS À DES FIRMES DE COMMUNICATIONS
OU DE RELATIONS PUBLIQUES EN 1995-1996**

Aucun contrat de cette nature n'a été attribué.



18. LISTE DES TARIFS EN VIGUEUR DE L'EXERCICE 1995-1996

La Régie ne perçoit pas de revenus de droits et permis.

19. PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE

Sans objet.

20. PERSONNEL DE LA SUITE SOUS-MINISTÉRIELLE

Sans objet.

**21. SUBVENTIONS DONNÉES À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE
DU MINISTRE**

Sans objet.

22. CRÉDITS PÉRIMÉS 1995-1996 PAR PROGRAMMES ET PAR ÉLÉMENTS

La Régie du logement a un seul programme (09) et un seul élément (01).

La Régie périmera environ 60 000.00 \$ de crédits en 1995-1996.

23. VENTILATION DÉTAILLÉE DES TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Sans objet.

24. BILAN DES MESURES CONTENUES DANS LE PLAN STRATÉGIQUE DU GRAND MONTRÉAL

Sans objet.

**25. MEMBRES DU PERSONNEL LIBÉRÉ OU EMBAUCHÉ
POUR OPÉRATION RELIÉE AUX ACTIVITÉS RÉFÉRENDAIRES
OU PRÉRÉFÉRENDAIRES**

Aucun.

26. PERSONNEL LIBÉRÉ POUR LES NÉGOCIATIONS DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Aucun employé n'a été libéré pour les négociations.

27. PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES)

2 agentes de secrétariat 1, déclarées en surplus ministériel ont été mutées dans d'autres ministères de la région de Montréal, à des emplois de même niveau et au même traitement, en décembre 1995.

**28. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LA RÉGIE ET QUI
N'OCCUPE AUCUN POSTE À LA RÉGIE**

Aucun

**29. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LA RÉGIE ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES
PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX OU AUTRES**

Aucun

**30. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS
NON GOUVERNEMENTAUX OU AUTRES ET AFFECTÉ À LA RÉGIE**

Aucun

31. CADRES ET HAUTS FONCTIONNAIRES QUI ONT DÉMISSIONNÉ, QUI ONT ÉTÉ RÉAFFECTÉS OU MIS À PIED

Un cadre supérieur IV a été reclassé à titre de professionnel le 3 avril 1995. Son traitement annuel est de 70 396 \$.

Assignment initiale: directeur de la planification et de la recherche.

Assignment actuelle: agent de recherche.

**32. PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS(CADRES, PROFESSIONNELS,
FONCTIONNAIRES) QUI REÇOIT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION**

Aucun membre du personnel ne reçoit une double rémunération.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

**57. MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC
POUR LA LOCATION, L'ACHAT, L'AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION
ET LES TRAVAUX DIVERS EN RÉGIE ET\OU PAR SOUS-CONTRATS,
EN 1995-1996**

Mandats relatifs à des rétrocessions d'espace, suite à une contrainte immobilière et\ou un renouvellement de bail pour les bureaux suivants :

- . 320, boul. du Séminaire, bureau 101, à Saint-Jean-sur-Richelieu;
- . 70, rue Dalhousie, à Québec;
- . 38, rue Saint-Germain Est. bureau 300, à Rimouski;
- . 200, rue Montcalm, bureau 110, à Hull.

**58 a. BUDGET DE CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA
RÉGIE DU LOGEMENT AU 31 MARS 1996
(EN 000 \$) ***

BUREAUX RÉGIONAUX

**BUDGET DE
RÉMUNÉRATION**

Hull	221,6
Jonquière	221,4
Laval	296,2
Longueuil	668,1
Montréal-Village olympique	463,1
Montréal-Crémazie	412,3
Montréal-Verdun	314,6
Montréal-Côte-des-Neiges	399,8
Québec	633,6
Rimouski	216,4
Sherbrooke	311,8
Trois-Rivières	331,2

Il s'agit des budgets de rémunération seulement. Les autres budgets ne sont pas ventilés par bureau.

**58 b. NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS ET PERMANENTS DANS CHACUN
DES BUREAUX RÉGIONAUX ET LOCAUX DE LA RÉGIE DU LOGEMENT AU
31 MARS 1996**

BUREAUX RÉGIONAUX ET LOCAUX	EFFECTIFS OCCASIONNELS	EFFECTIFS PERMANENTS (RÉGULIERS)	SOUS TOTAL	MEMBRES D'ORGANISMES
Hull	1	7	8	2
Jonquière	0	7	7	0
Laval	0	11	11	3
Longueuil	2	20	22	5
Montréal-V.O.	0	14	14	5
Montréal-Crémazie	2	10	12	4
Montréal-Verdun	1	9	10	3
Montréal-C.-D.-N.	4	10	14	5
Québec	1	21	22	4
Rimouski	0	8	8	1
Sherbrooke	1	9	10	0
Trois-Rivières	0	12	12	1
SOUS TOTAL : ENSEMBLE DU QUÉBEC	12	138	150	33
TOTAL DES EFFECTIFS :				183

**58 c. NOMBRE DE DOSSIERS RECUS ET DE DOSSIERS TRAITÉS
DANS CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA RÉGIE DU
LOGEMENT 1^{er} JANVIER 1995 AU 31 DÉCEMBRE 1995. ***

BUREAUX RÉGIONAUX	DOSSIERS (DEMANDES) REÇUS	DOSSIERS(DEMANDES) TRAITÉS
Hull	3882	3819
Jonquière	1198	1252
Laval	6489	6415
Longueuil	8208	8077
Montréal-Village Olympique	10460	10393
Montréal-Crémazie	8261	8058
Montréal-Verdun	4981	4972
Montréal-Côtes-des-Neiges	7998	8181
Québec	7721	7491
Rimouski	1524	1423
Sherbrooke	2998	3082
Trois-Rivières	2264	2178
ENSEMBLE DU QUÉBEC	65984	65341

* Il s'agit de demandes susceptibles d'être entendues par des régisseurs. Elles ne comprennent pas les demandes d'information (faites au comptoir ou au téléphone) et les interventions de médiation ou de conciliation.

Les demandes traitées en 1995 ne correspondent pas aux demandes reçues en 1995. Certaines demandes reçues en 1994 ont été traitées en 1995 alors que certaines demandes reçues en 1995 seront traitées en 1996.

59. NOMBRE DE BUREAUX RÉGIONAUX RELOCALISÉS OU FERMÉS DEPUIS 1993

Depuis 1993, les bureaux de Québec, Rivière-du-Loup, Sept-Iles, Gaspé, Saint-Hyacinthe, Val d'Or, Joliette, Rouyn-Noranda, Baie-Comeau et Roberval ont fait l'objet d'une relocalisation :

Relocalisation du bureau de Québec

- a) Date : Le 23 juin 1993
- b) Lieu : Du 300, boul. Jean-Lesage au 70, rue Dalhousie
- c) Motif : Dans le cadre d'un projet d'expansion du ministère de la Justice, la Régie a dû céder ses locaux au Palais de Justice.
- d) Économies réalisées : Cette relocalisation, pour laquelle le coût des travaux d'aménagement a été assumé par le ministère de la Justice, génère des économies annuelles de loyer de 72 340 \$.

Relocalisation du bureau de Rivière-du-Loup

- a) Date : Le 14 décembre 1993
- b) Lieu : Du 506, rue Lafontaine au 33, de la Cour (Palais de justice)
- c) Motif : Entente de cohabitation intervenue avec le ministère de la Justice.
- d) Économies réalisées : Depuis novembre 1994, des économies de loyer annuelles de 13 210 \$ sont réalisées.

Relocalisation du bureau de Sept-Iles

- a) Date : Le 21 février 1994
- b) Lieu : Dans le même édifice, mais dans le local occupé par l'Office de la protection du consommateur.
- c) Motif : Pour permettre l'atteinte d'objectifs communs de rationalisation, la Régie a conclu une entente de cohabitation avec l'O.P.C. dans les espaces occupés par cette dernière à Sept-Iles.
- d) Économies réalisées : Depuis décembre 1994, des économies de loyer annuelles de 9 166 \$ sont réalisées.

Relocalisation du bureau de Gaspé

- a) Date : Le 15 mars 1994
- b) Lieu : À la même adresse.

- c) Motif : Comme il a été fait à Sept-Iles, la Régie a réalisé un projet de cohabitation avec l'Office de la protection du consommateur en accueillant cette dernière dans ses locaux de Gaspé.
- d) Économies réalisées : Depuis mars 1995, des économies de loyer annuelles de 7 212 \$ sont réalisées.

Relocalisation du bureau de Saint-Hyacinthe

- a) Date : Le 5 octobre 1994
- b) Lieu : Du 800, avenue Ste-Anne au 600, avenue Ste-Anne
- c) Motif : Entente de cohabitation intervenue avec Communication-Québec.
- d) Économies réalisées : Depuis le 1^{er} décembre 1994, des économies annuelles de 37 602 \$ sont réalisées.

Relocalisation du bureau de Val d'Or

- a) Date : Le 24 novembre 1994
- b) Lieu : Du 680, 3^e Avenue au 1325, chemin Sullivan
- c) Motif : Entente de cohabitation intervenue avec la Société de l'assurance automobile du Québec.
- d) Économies réalisées : Depuis le 1^{er} décembre 1994, des économies annuelles de 20 595 \$ sont réalisées.

Relocalisation du bureau de Joliette

- a) Date : Le 24 février 1995
- b) Lieu : Du 656, rue de Lanaudière au 420, rue de Lanaudière.
- c) Motif : Entente de cohabitation intervenue avec Communication-Québec.
- d) Économies prévues : Depuis le 1^{er} avril 1995, des économies annuelles de 23 979 \$ sont réalisées.

Relocalisation du bureau de Rouyn-Noranda

- a) Date : Le 31 mars 1995.
- b) Lieu : À la même adresse.
- c) Motif : Entente de cohabitation intervenue avec le ministère de la Sécurité du revenu.

- d) Économies
prévues : Depuis le 1^{er} avril 1995, des économies annuelles de 11 924 \$ sont réalisées.

Relocalisation du bureau de Baie-Comeau

- a) Date : Le 16 juin 1995
b) Lieu : À la même adresse.
c) Motif : Dans le cadre d'une contrainte immobilière de la Société immobilière du Québec.
d) Économies
prévues : Depuis le 1^{er} juillet 1995, des économies annuelles de 6 224 \$ sont réalisées.

Relocalisation du bureau de Roberval

- a) Date : Le 22 juin 1995.
b) Lieu : Du 880, boul. St-Joseph au 797, boul. St-Joseph, à Roberval.
c) Motif : Entente de cohabitation intervenue avec le ministère de la Sécurité du revenu.
d) Économies
prévues : Depuis le 1^{er} juillet 1995, des économies annuelles de 14 465 \$ sont réalisées.

60. PLAN STRATÉGIQUE 1996-1997, PRÉSENTÉ AU CONSEIL DU TRÉSOR

Toutes les informations concernant le plan stratégique se retrouvent aux Renseignements supplémentaires sur les crédits 1996-1997.

**61. PRÉVISION DE RÉFÉRENCE AYANT SERVI
À L'ÉLABORATION DU PLAN
STRATÉGIQUE 1996-1997**

Non applicable.

62. VENTILATION DÉTAILLÉE DU SOUTIEN FINANCIER 1996-1997

La Régie du logement n'accorde aucun soutien financier et n'effectue aucun versement de transfert à quelque organisme que ce soit, ni n'en reçoit. Elle ne dispose que de crédits, principalement pour traitements, tels que détaillés au Livre des crédits.

PLAINTES REÇUES DEPUIS LE 1er SEPTEMBRE 1994

63.

DÉLAI À RENDRE UNE DÉCISION -			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
P0000792	Non fondée	Décision rendue au moment de l'envoi de la plainte	---
P0000805	Non fondée	Critère respecté	---
P0000823	Non fondée	Critère respecté	---
P0000880	Non fondée	Critères complexes respectés	---
P0000897	Non fondée	Critère respecté	---
P0000928	Non fondée	Critère respecté	---
P0000945	Non fondée	Critères complexes respectés	---
P0000946	Non fondée	Critère respecté	---
P0000953	Non fondée	Désistement - Aucune décision ne devait être rendue	---
P0001048	Fondée	Régisseur en congé de maladie - Décision signée après un délai de délibéré de plus de 3 mois	Suivi assuré pour que le régisseur rende la décision dès son retour au travail
P0001049	Fondée	Délai de délibéré de plus d'un mois pour décision rendue suite à une demande en rétractation	Vérification faite - Décision rendue au moment de la réception de la plainte

DÉLAI À FIXER UNE AUDITION			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
P0000778	Fondée	Cas particulier	Audience devancée
P0000786	Non fondée	Critère respecté	---
P0000834	Non fondée	Critère respecté	---
P0000837	Fondée	Mise au rôle retardée causée par la fin de mandat du régisseur	Suivi assuré
P0000839	Non fondée	Critère respecté	---
P0000865	Non fondée	Critère respecté	---
P0000869	Non fondée	Critère respecté	---
P0000895	Non fondée	Critère respecté	---
P0000896	Non fondée	Critère respecté	---
P0000927	Non fondée	Critère respecté	---
P0000931	Non fondée	Critère respecté	---
P0000932	Fondée	Critère non respecté	Audience devancée
P0000970	Non fondée	Critère respecté	---
P0000994	Non fondée	Critère respecté	---
P0001011	Non fondée	Critère respecté	---
P0001019	Non fondée	Critère respecté	---
P0001033	Fondée	Critère non respecté	Audience devancée
P0001036	Non fondée	Critère respecté	---

DÉROULEMENT D'UNE AUDITION			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
P0000793	Non fondée	Déroulement régulier d'une audience - aucune irrégularité	---
P0000860	Non fondée	Déroulement régulier d'une audience - aucune irrégularité	---
P0000878	Non fondée	Déroulement régulier d'une audience - aucune irrégularité	---
P0000888	Non fondée	Déroulement régulier d'une audience - aucune irrégularité	---
P0000903	Non fondée	Déroulement régulier d'une audience - aucune irrégularité	---
P0000917	Non fondée	Déroulement régulier d'une audience - aucune irrégularité	---
P0001020	Non fondée	Déroulement régulier d'une audience - aucune irrégularité	---

COMPORTEMENT D'UN ADJUDICATEUR			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
P0000772	Non fondée	Comportement conforme aux devoirs d'un régisseur	---
P0000801	Non fondée	Comportement conforme aux devoirs d'un régisseur	---
P0000842	Non fondée	Comportement conforme aux devoirs d'un régisseur	---

COMPORTEMENT D'UN ADJUDICATEUR			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
P0000846	Non fondée	Comportement conforme aux devoirs d'un régisseur	---
P0000864	Non fondée	Comportement conforme aux devoirs d'un régisseur	---
P0000868	Non fondée	Comportement conforme aux devoirs d'un régisseur	---
P0000899	Non fondée	Comportement conforme aux devoirs d'un régisseur	---
P0000907	Non fondée	Comportement conforme aux devoirs d'un régisseur	---
P0000950	Non fondée	Comportement conforme aux devoirs d'un régisseur	---
P0000957	Non fondée	Comportement conforme aux devoirs d'un régisseur	---
P0000961	Non fondée	Comportement conforme aux devoirs d'un régisseur	---
P0000988	Non fondée	Comportement conforme aux devoirs d'un régisseur	---
P0001039	Non fondée	Comportement conforme aux devoirs d'un régisseur	---

INSATISFACTION D'UNE DÉCISION			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
Tous sauf P0000802	Excédent compétence	Relèvent exclusivement de la discrétion du régisseur et dont des recours légaux peuvent être exercés.	---
P0000802	Non fondée	Cas particulier	---

LOI ET RÈGLEMENTS D'AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
Tous	Excédent compétence	Relèvent de la compétence du législateur	---

COMPORTEMENT D'UN EMPLOYÉ			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
P0000781	Non fondée	Comportement adéquat	---
P0000850	Non fondée	Comportement adéquat	---
P0001028	Fondée	Perte de calme de l'employé qui, même si elle était justifiée, est inacceptable	Excuses

PROCÉDURES ADMINISTRATIVES DE LA RÉGIE			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
P0000784	Fondée	Cause fixée sur un rôle de causes non contestées dont la remise aurait entraîné pour les procureurs et les témoins des déplacements et des frais inutiles	Remise en question du processus de mise au rôle de ce genre de causes et assurance donnée au plaignant que son cas serait étudié attentivement afin de raffiner davantage nos instruments
P0000854	Non fondée	Procédures normales régulières	---
P0000930	Fondée	Erreur de la Régie	Montant forfaitaire remis et excuses
P0000936	Fondée	Erreur de la Régie	Remboursement des frais de réinscription d'une cause au rôle
P0000955	Non fondée	Aucun préjudice subi	---

PROCÉDURES ADMINISTRATIVES DE LA RÉGIE			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
P0001000	Fondée	Une nouvelle procédure d'envoi des avis d'audition en région aurait entraîné un oubli au niveau de l'envoi d'un avis à une des parties en cause	Montant forfaitaire et excuses
P0001006	Fondée	Erreur de dactylographie sur une décision	Excuses et décision rectifiée

LANGUE DE LA DÉCISION			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
P0000779	Non fondée	Décisions traduites et transmises au client	---

SERVICES À LA CLIENTÈLE			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
P0000782	Impossible à déterminer	Impossibilité de déterminer avec certitude le bien-fondé de cette plainte	Remboursement des frais
P0000787	Fondée	Message sur répondeur portant à confusion sur les heures d'ouverture	Procédures entreprises afin que les messages sur les répondeurs soient plus clairs

SERVICES À LA CLIENTÈLE			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
P0000806	Impossible à déterminer	Plainte de l'Office de la langue française sur l'emploi du terme anglais «Rental Board» - Impossibilité de retracer l'employé en cause et donc d'en faire la vérification	Rappel fait auprès du personnel sur le vocabulaire à utiliser
P0000843	Fondée	Manque d'informations données	Employé assigné de façon permanente dans le secteur des salles d'audience afin de fournir les informations nécessaires aux clients s'il y a lieu
P0000844	Non fondée	Procédures normales	---
P0000908	Non fondée	Fin de mandat d'un régisseur en région n'ayant entraîné aucun délai supplémentaire pour la clientèle	Service assuré par le bureau de Québec
P0000913	Fondée	Mauvaises informations données sur un sujet moins «consulté»	Procédures entreprises afin qu'un rafraîchissement du sujet concerné soit fait auprès des préposés aux renseignements
P0000954	Non fondée	Informations adéquates	---
P0000966	Fondée	Mauvaises informations	Remboursement des frais
P0000967	Non fondée	Informations adéquates	---
P0000987	Non fondée	Informations adéquates	---
P0000990	Fondée	Mauvaises informations	Demande est faite au client de nous faire parvenir une demande de remboursement des frais par écrit; demande qui ne fut jamais reçue.
P0001003	Non fondée	L'accessibilité des services offerts par la Régie sera aussi efficace lorsque la centralisation des audiences sera concrétisée.	Lettre d'explications adressée au plaignant

SERVICES À LA CLIENTÈLE			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
P0001004	Non fondée	L'accessibilité des services offerts par la Régie sera aussi efficace lorsque la centralisation des audiences sera concrétisée.	Lettre d'explications adressée au plaignant
P0001005	Non fondée	L'accessibilité des services offerts par la Régie sera aussi efficace lorsque la centralisation des audiences sera concrétisée.	Lettre d'explications adressée au plaignant
P0001008	Non fondée	L'accessibilité des services offerts par la Régie sera aussi efficace lorsque la centralisation des audiences sera concrétisée.	Lettre d'explications adressée au plaignant
P0001009	Non fondée	L'accessibilité des services offerts par la Régie sera aussi efficace lorsque la centralisation des audiences sera concrétisée.	Lettre d'explications adressée au plaignant

Autres			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
P0000773	Non fondée	Citoyenne se plaignant de la Régie dans un dossier qui relève de la Cour supérieure	Aide apportée à la cliente sur l'orientation que doivent prendre ses recherches
P0000780	Non fondée	Citoyen se plaignant des services de la Régie alors que dans les faits, le dossier concernait la Société d'habitation du Québec	Référé à la Société d'habitation du Québec

Autres			
Numéro	Conclusion	Motif	Action entreprise et remède apporté, s'il y a lieu
P0000789	Non fondée	Citoyen s'adressant à la Régie mais refusant de déposer une demande officielle à la Régie pour que son problème soit discuté devant un régisseur	---
P0000804	Non fondée	Citoyen réclamant remboursement des frais alors qu'aucune irrégularité ne s'est déroulé dans son dossier	---
P0000910	Non fondée	Plainte sur «tout et sur rien»	---
P0000920	Non fondée	Citoyen cherchant prétexte pour ne pas s'exécuter	---
P0000943	Non fondée	Plainte sur «tout et sur rien»	---
P0000949	Non fondée	Cas pathétique d'une citoyenne ayant besoin d'aide qui toutefois n'est pas sous la juridiction de la Régie	---
P0000971	Non fondée	Plainte sur «tout et sur rien»	---
P0000980	Non fondée	Demande l'intervention de la Régie alors que celle-ci n'a aucunement juridiction.	---
P0001007	Non fondée	Plainte sur «tout et sur rien»	---
P0001022	Non fondée	Plainte sur «tout et sur rien»	---
P0001032	Fondée	Utilisation par un citoyen du logo de la Régie. Situation dénoncée par le plaignant	Mise en demeure expédiée au citoyen fautif
P0001055	Non fondée	Plainte sur «tout et sur rien»	---

Bureau de direction
Régie du logement
1996-04-10